

Hery Randriamalala, co-auteur du rapport sur le bois de rose : « Nous voulions que le problème du bois de rose se positionne au cœur du débat politique et c'est fait ».

Tribune – Interview – 30/07/10

Quelques semaines après la parution du dossier « Bois de rose de Madagascar : entre démocratie et protection de la nature », l'un de ses auteurs, Hery Randriamalala revient sur ses difficultés, ses doutes, mais aussi cet espoir de changer les choses, qui l'a poussé à monter un dossier aussi précis et complet. Il se dit satisfait des répercussions qu'a eues son travail.

- Vous indiquez avoir commencé votre enquête en février 2009. Vous intéressiez-vous à la question avant ?

Avant cette date, je m'intéressais énormément à la nature et à la biodiversité malgaches. Le bois de rose : pas du tout. En fait, l'élément déclencheur a été les menaces subies par le directeur du Parc du Marojejy : des bandes armées ont menacé de brûler sa maison s'il s'opposait au saccage du Parc. Comme beaucoup d'observateurs, j'ai été très choqué par la gravité de la situation et j'ai senti que quelque chose d'irréversible était sur le point de se produire. J'ai en parlé à des amis, nous avons monté nos propres réseaux d'informateurs et c'est ainsi qu'on a pu avoir une vue d'ensemble de la situation, qui s'est élargie et affinée au fil des mois. Dès le début de l'enquête, nous avons senti que les choses seraient infiniment plus graves qu'en 2008 ou précédemment, car auparavant, la violence n'avait jamais été utilisée avec cette ampleur géographique ni avec cette intensité.

- Comment avez-vous procédé ?

D'entrée de jeu, nous avons pris des habitudes d'extrême prudence et de grande discrétion. Nous avons suivi le pillage des locaux des Eaux et Forêts dans toute la SAVA (essentiellement en vue de détruire les archives détenues par ce service, car elles allaient servir de pièces à conviction dans des procès à venir). Nous avons donc choisi d'agir dans la pénombre : parler un peu du problème du bois de rose, pour tester la sensibilité de l'interlocuteur. S'il partage notre indignation, alors l'interroger sur ce qu'il sait, puis vérifier et recouper par d'autres témoins, recueillir des preuves écrites si possible. De fil en aiguille, le cercle des informateurs s'est considérablement agrandi : géographiquement (de Vohémar jusqu'à Toamasina : nous avons des yeux dans chaque port, sur chaque route), socialement (du docker du port jusqu'à l'homme d'affaire habitué des centres de décision de la capitale), scientifiquement (du simple guide touristique jusqu'au spécialiste universitaire). Nous avons des yeux et des oreilles dans certaines ambassades, dans certains ministères et même chez quelques trafiquants. Le moteur de nos informateurs est toujours le même et il nous est fourni par « l'équipe d'en face », ainsi que nous surnomons les trafiquants de bois de rose : l'indignation. Indignation devant la monstruosité de ce qui se passe sous nos yeux : la destruction d'un patrimoine mondial par cupidité ; indignation devant l'ampleur de la destruction-exportation ; indignation devant l'arrogance et l'imbécillité de certains exportateurs qui invitent toute la population d'Antalaha à fêter leur premier milliard...

Notre ligne de conduite est « *name and shame* », nommer et faire honte. Ainsi, la presse est notre meilleure arme. Aujourd'hui, plus un seul journal malgache ne passe un jour sans publier sur ce sujet. Et c'est tant mieux. Nous voulions que le problème du bois de rose se positionne au cœur du débat politique et c'est fait. C'est un vrai choix de société : dans quelle sorte de pays voulons-nous vivre dans 5 ou 10 ans ?

- Comment décririez-vous vos rapports avec les villageois riverains ?

Au début, les villageois riverains des parcs étaient méfiants à notre sujet, car ils nous prenaient pour des « *fanjakana* » (fonctionnaires, représentants de l'État) et ils craignaient qu'on vienne les punir. Puis, ils sont venus spontanément nous renseigner quand ils ont vu que ça allait trop loin.

- Pensez-vous que la reconversion des coupeurs est possible à court terme ?

Pour moi, le vrai problème, ce sont les jeunes des villages. Ils ont gagné en quelques mois de quoi s'acheter une moto qui leur permet de faire des aller-retour avec la ville. Qui peut croire, qu'après avoir goûté à l'argent rapide, ils vont retourner travailler dans la rizière avec leurs parents ?

- Quelle attitude les autorités locales (chef district, maire, chef de la circonscription de la gendarmerie...) adoptaient-elles devant vos recherches ?

Je me suis soigneusement tenu à l'écart des autorités régionales et locales car certaines sont personnellement partie prenante du trafic, alors que d'autres y sont totalement opposées. Mais quand les membres de la Task Force ou du FIS escortent les convois de bois de rose, il vaut mieux rester à l'écart des officiels. Et ce d'autant plus que, lors de nos recherches, plusieurs noms de personnes très haut placées sont revenus avec insistance. Mais faute de preuves tangibles, nous n'avons pas publié... Pour le moment, nous n'avons reçu aucune réaction d'officiel suite à la publication de notre étude.

- Avez-vous alors subi des menaces ou des tentatives d'intimidation ?

Personnellement et directement, non. Car tout le monde ignore qui je suis. Mais je peux vous dire qu'un membre de notre équipe a été menacé de mort par coup de téléphone anonyme (il s'était trop exposé) et qu'il y a quelques mois, un membre de la HAT offrait discrètement 600 millions de francs malgaches pour identifier l'un d'entre nous. Proposition restée sans suite, nous ne sommes pas à vendre...

- Et depuis la publication de votre rapport, quelles réactions avez-vous reçues ? Prenez-vous des mesures particulières pour protéger votre sécurité ?

Je n'ai reçu aucune menace (un de mes informateurs me dit que, jusqu'à la semaine dernière, les trafiquants n'avaient pas encore lu notre étude, ils n'en connaissent même pas l'existence). J'ai reçu quelques témoignages de soutien et quelques renseignements intéressants. Je prends beaucoup de précautions pour ma sécurité, mais je resterai discret à ce sujet.

- Quel sont vos sentiments quelques jours après la diffusion de votre rapport ?

Pendant les 3 semaines qui ont suivi la publication de MCD, j'étais quasi-désespéré : aucune réaction, le flop total. Puis cette affaire de contrebande avec les Comores est venue à point nommé pour relancer le sujet : le Président Zafy a interpellé le Président de la HAT pour connaître les noms des personnalités impliquées, affirmant qu'il avait un dossier complet sur ce trafic. Mais le vrai déclenchement de la bombe a été le relais du site madagate.com : ils ont parlé de notre étude en termes plus qu'élogieux, ensuite ça a explosé dans tous les médias. En ajoutant les chiffres du journal MCD et ceux du site vatofototra.com, qui diffuse également notre texte, nous en sommes à plus de 10 000 téléchargements, alors que le texte est dense et complexe. Il faut également ajouter la diffusion par pièce jointe à un message, qui est importante mais impossible à chiffrer. C'est un grand succès de lecture, qui montre que le sujet passionne les Malgaches. À tel point que le président Rajoelina a été obligé d'aborder ce sujet lors de son intervention télévisée, son silence devenait complice. Alors, oui, nous sommes satisfaits : le peuple malgache dans son ensemble sait ce qui se passe dans ses parcs, ce que quelques-uns sont en train de faire au patrimoine national et il jugera en toute connaissance de cause de la capacité des responsables politiques à arrêter cette hémorragie.

- Pensez-vous qu'un arrêt (ou du moins un fort ralentissement) de l'exploitation illégale du bois de rose soit envisageable tant que la crise politique n'est pas terminée ?

Oui, sans aucun doute. Notre objectif était de créer un tel scandale que plus personne de respectable n'oserait participer à ce trafic sans craindre pour sa réputation. Certains n'en ont cure, mais d'autres, comme des sociétés privées (banques, compagnies maritimes) vont y regarder à deux fois avant de participer à l'exportation des 10 à 15 000 tonnes de bois en attente. C'est surtout ceux-là que nous ciblons. Les hommes politiques, eux, sont tellement enfoncés dans leur jeu de conquête ou de conservation du pouvoir, qu'ils n'ont plus vraiment de prise sur ces événements, ce que les trafiquants ont parfaitement compris. Mais tant

que les stocks en attente ne seront pas saisis par la Justice puis détruits, nous resterons vigilants et prêts pour le second acte. Car soyons sûrs d'une chose : si ce bois est exporté, la coupe reprendra avec une ampleur inégalée.

- Vos propositions s'attachent à résoudre le problème, mais pas ses causes profondes : ne pensez-vous pas qu'une action diplomatique et pédagogique vis-à-vis de la Chine est nécessaire ?

Nous n'avons reçu aucune réaction chinoise, officielle ou privée. Mais vous avez raison : la Chine est l'un des noeuds du problème. C'est une énorme puissance financière, ayant des besoins immenses et les moyens de les satisfaire. Elle se situe donc, de son point de vue, bien qu'elle ne nous l'ait pas exprimé directement, dans une stricte logique commerciale dépourvue de toute ingérence dans les affaires intérieures malgaches. Nous espérons faire passer le message : ne pas profiter d'un moment de faiblesse politique de la nation malgache, ne pas profiter d'une surpuissance financière pour détruire de manière irréversible notre environnement. L'actuelle prospérité chinoise se nourrit du malheur futur de Madagascar. Nous aimerions que ce pays comprenne ça sans qu'il soit besoin de le lui expliquer et qu'il restreigne de lui-même ses importations.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Nous-voulions-que-le-probleme-du,14458.html>